# Discours du Président du CESE, Patrick Bernasconi




SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 11/07/2017

Conférence annuelle du CESE - 11 et 12 juillet 2017
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames les conseillères,
Messieurs les conseillers,
Mesdames et Messieurs les présidents ou secrétaires généraux des soixante et une organisations représentées au CESE,
Chers amis,

Nous sommes, M. le Premier Ministre, très honorés de vous accueillir ce matin dans l'hémicycle de la troisième chambre constitutionnelle de notre pays. Vous étiez devant l'Assemblée nationale et le Sénat la semaine passée. Vous voilà devant nous aujourd'hui. Vous êtes naturellement le bienvenu. La fréquentation du Cese par les plus hautes autorités de l'Etat est pour moi la preuve de la considération justifiée et de l'intérêt croissant pour notre assemblée, intérêt qui ne se dément donc pas et même se renforce. Les fortes ambitions mises récemment en avant par le Président de la République pour le Conseil économique, social et environnemental me l'ont confirmé et je ne doute pas que vous les partagiez.

Cette volonté de faire bouger les institutions, d'en optimiser le fonctionnement, elle nous anime depuis le début de cette mandature. Cette conférence en est d'ailleurs l'illustration. Elle est la première du genre et elle sera désormais annuelle. Elle a pour objectif de définir la feuille de route de notre assemblée pour l'année à venir en prenant en compte, les grands axes de la politique du gouvernement.

Il s'agit par cette mise en perspective, de permettre au CESE de jouer parfaitement son rôle constitutionnel « d'éclairage des Pouvoirs Publics », gouvernement et Parlement.

Sa feuille de route mettra également en valeur les axes considérés par le conseil comme stratégiques pour la société civile et sur lesquels il apparait nécessaire de mettre en place une politique publique. Les auto saisines ont plus que jamais du sens pour rompre avec les décrochages démocratiques que nous connaissons. Elles permettent d'être toujours davantage à l'écoute de la

société en général, ou de telle ou telle de ses composantes, en particulier. Les pétitions que nous nous proposons de relayer après examen complètent ce dispositif et lui donnent sa cohérence.

Vous nous honorez ce matin de votre présence, M. le Premier Ministre comme le Président nous a honorés de ses propos devant le Congrès de la République. Ils sont pour nous un encouragement. Ils nous confirment dans la voie que nous nous sommes tracés, dans la volonté qui est la nôtre de donner à cette assemblée une légitimité incontestable dont certains pourtant persistent à douter, peut-être parce que nous sommes trop proches de réalités qu'ils préfèrent ignorer.

En écoutant les mots prononcés par le Président de la République, je me suis senti fier pour l'institution que je préside. Fier de la reconnaissance qu'il nous exprime, de l'avenir qu'il souhaite nous réserver. Fier mais également heureux parce que cette reconnaissance est aussi le fruit du travail de cette assemblée depuis plus d'un an, le fruit de la politique que nous avons menée pour le CESE, afin de le replacer résolument dans son rôle institutionnel !

Nous notons enfin, en mesurant avec gravité et responsabilité l'importance du propos, l'attention portée à la société civile organisée que nous représentons, et la complémentarité que le Président de la République suggère et souhaite voir amplifiée avec les deux autres chambres constitutionnelles, dans le même temps qu'il nous propose de voir plus loin, et se propose de nous en donner les moyens… L'ambition du Président est de faire en effet du Cese, je le cite, le carrefour des consultations publiques et la seule instance unique de consultation. Nous sommes d'autant plus en accord avec cette vision que nous avons été créés dans cet esprit.

L'occasion nous est donc donnée de devenir dans un même temps le porte-voix de la société civile organisée et le partenaire sincère, loyal et régulier du Gouvernement et du Parlement dans une relation dépassionnée. C'est une chance pour la société civile, une chance pour la démocratie, une chance pour un pays où la réforme doit être enfin dédramatisée, la parole publique moins diluée et le citoyen mieux écouté.

M. le Premier Ministre, vous avez obtenu la confiance du Parlement sur les constats qui vous paraissaient objectifs, sur des urgences que vous avez identifiées, sur les directions que vous entendez suivre. A bien des égards et dans bien des cas, vos problématiques sont les nôtres. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un oeil sur nos travaux récents. Vous prendrez alors au passage la mesure précise de l'aide que peut vous apporter le Cese.

Ainsi vous inquiétez-vous objectivement des fractures de ce pays, et de ces fabriques d'inégalité et d'injustice qu'elles génèrent. De ces accès de colère ou de renoncement qu'elles produisent. Jusqu'à éloigner la moitié du pays des urnes. Vous mettez en avant ces fractures territoriales qui ne produisent que découragement en métropole comme en outre-mer, vous vous inquiétez de la fracture numérique, des déserts médicaux, qui ne font qu'élargir encore le fossé entre les français ; vous aimeriez faire se parler la planète éducation et la planète entreprise… Sachez que dans ces différents domaines comme dans bien d'autres, vous avez au CESE l'expérience, la réflexion apaisée et puis vous disposez de cet atout maître : les français eux-mêmes, au travers de leurs associations, de leurs organisations.

Le CESE est à l'évidence le lieu le mieux adapté pour travailler sur les multiples fractures qui traversent notre pays, engendrent les populismes, appauvrissent notre pays, et ce pour deux raisons :
- La première c'est que notre assemblée n'a ni majorité ni opposition figée ou paralysée par des positions dogmatiques,
- La seconde tient aux soixante et une organisations qui la composent. Rendez-vous compte : la somme de leurs adhérents est sensiblement égale à la population de notre pays. Toutes les couches sociales, tous les territoires, toutes les professions, toutes les préoccupations, tous les espoirs des français y sont rassemblés.

Les travaux du CESE depuis le début de cette mandature sont d'ores et déjà à votre disposition pour nourrir votre réflexion : vous entendre évoquer les inégalités dans notre pays fait ainsi immédiatement écho pour toutes les personnes ici présentes au

rapport sur l'état de la France que nous devons constitutionnellement au pays et dont vous êtes personnellement destinataire. L'édition 2017 est précisément consacrée à ce sujet des inégalités. La transition énergétique me conduit pareillement à vous renvoyer à un avis du CESE que je n'hésite pas à qualifier d'emblématique sur la justice climatique, ou à celui sur l'agro-écologie fait sur saisine gouvernementale. Je veux également mettre en avant la réflexion menée par notre assemblée sur les circuits de distribution des produits alimentaires, l'avis rendu sur l'aquaculture, ou encore sur l'égalité réelle en outre-mer. Ces travaux légitiment, (s'il en était besoin), la participation active et reconnue du CESE aux différents chantiers lancés par le Président de la République et vous-mêmes sur l'alimentation, la mobilité, l'outre-mer, les territoires. J'ai également cru comprendre que l'éducation était au coeur de vos priorités. L'avenir de l'école, l'enseignement, sont des sujets centraux pour la société, pour l'avenir de notre démocratie. Sujets sensibles pour lesquels une mesure précieuse de l'acceptabilité des réformes est indispensable ce qui pourrait nous éviter de retrouver dans la rue tous ceux qui auraient l'impression de ne pas avoir été associés à la réflexion collective. Sachez ainsi que notre section éducation travaille actuellement sur la question de l'orientation et de ses enjeux. Nous projetons d'ailleurs de nous ouvrir sur ce point à l'avis des citoyens par l'intermédiaire d'une plateforme numérique, plateforme que nous expérimentons et que nous étendrons à d'autres avis ultérieurement.

Dois-je enfin ajouter qu'à l'heure où vous vous apprêtez à réformer la législation sur le travail dans notre pays, notre expertise citoyenne ne vous sera sans doute pas inutile. Notre projet d'avis sur la discrimination syndicale fera l'objet d'un vote en plénière ce jeudi. Et si ce vote est positif, les préconisations présentes dans cet avis n'auront pour but que d'enrichir les ordonnances en cours d'élaboration.

Comme vous le comprenez, Monsieur le Premier Ministre, nous avons beaucoup de choses à nous dire… Les axes prioritaires que s'est fixé le Cese et sur lesquelles cette assemblée m'a portée à sa tête semblent bien en cohérence avec les ambitions qui sont les vôtres pour le pays. Je ne dis pas que nous sommes ici des visionnaires. Nous sommes simplement et humblement de bons connaisseurs du quotidien de nos compatriotes, des constructeurs de consensus, des facilitateurs et des éclaireurs de chemin, un chemin qu'il nous arrive même de déminer parfois. Tout cela le Président de la République l'a résumé en une expression que je fais mienne : un trait d'union.

Vous avez M. le Premier Ministre utilisé devant les parlementaires trois mots qui ont retenu mon attention. Ces trois mots sont la collégialité, la sincérité et l'efficacité.
La collégialité vous y croyez. Nous aussi. C'est d'ailleurs notre force et une part de notre identité.
La sincérité vous y croyez pareillement. Nous aussi. Car la société civile que nous représentons ne ment pas.

Vous croyez enfin à l'expérimentation. Elle est souvent au coeur de nos préconisations car c'est avec les acteurs et les territoires concernés que se construisent au plus près des réalités et des besoins ce qui est nécessaire. Nous y croyons donc aussi fermement.
Vous avez enfin exprimé le voeu de pouvoir vous appuyer sur l'énergie et l'envie. Vous trouverez ici M. le Premier Ministre l'une et l'autre, disponibles pour servir le pays.

Je vous remercie

© - copyright CESE - Octobre 2026